



Lusotopie

Recherches politiques internationales sur les espaces
issus de l'histoire et de la colonisation portugaises

XVI(1) | 2009

**Afrique australe, Afrique lusophone. Mondes
fragmentés, histoires liées**

Entre Maputo et Johannesburg

Qu'est le système du travail migrant devenu ?

Entre Maputo e Joanesburgo :O que fica do sistema do trabalho migrante ?

*Between Maputo and Johannesburg: What remains of the migrant labour
system?*

Dominique Vidal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/391>

ISSN : 1768-3084

Éditeur :

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

Édition imprimée

Date de publication : 30 janvier 2009

Pagination : 85-99

ISSN : 1257-0273

Référence électronique

Dominique Vidal, « Entre Maputo et Johannesburg », *Lusotopie* [En ligne], XVI(1) | 2009, mis en ligne le 20 novembre 2015, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/391>

ENTRE MAPUTO ET JOHANNESBURG *Qu'est le système du travail migrant devenu* ?*

Quels sont les différents aspects des nouvelles migrations mozambicaines en Afrique du Sud ? À partir d'une enquête menée à Maputo et à Johannesburg entre 2005 et 2007, cet article s'emploiera à resituer certaines de leurs transformations dans leur historicité, en se demandant ce qui reste du système du travail migrant dans ces flux d'un nouveau type. Comment la prégnance de l'imaginaire migratoire né du système du travail migrant d'une part, et la xénophobie dont ils font l'épreuve à Johannesburg d'autre part, expliquent-elles que les Mozambicains aspirent toujours massivement à revenir au pays, une fois forts d'un capital permettant d'acquérir une habitation, ressource essentielle à l'accomplissement du projet familial qui fonde le statut d'un homme adulte ? Quel type d'individu émerge désormais sur fond de l'évanouissement de la figure du mineur ?

*Entre Maputo e Joanesburgo :
O que fica do sistema do trabalho migrante ?*

Quais são os vários aspectos das novas migrações moçambicanas na África do Sul ? Baseado numa pesquisa de campo em Maputo e Joanesburgo realizada entre 2005 e 2007, este artigo procura salientar a historicidade dessas transformações, perguntando o que fica do tradicional sistema de trabalho migrante nesses fluxos. Como explicar que tanto a persistência do imaginário migratório nascido do sistema do trabalho migrante como a xenofobia prevalecente em Joanesburgo nutrem as expectativas de volta ao país dos moçambicanos, uma vez que conseguiram o capital suficiente para comprar uma casa, ou seja um recurso essencial para a realização do projeto familiar que fundamenta o estatuto de homem adulto ? Qual tipo de indivíduo emerge no pano de fundo constituído pelo sumiço da figura do mineiro ?

*Between Maputo and Johannesburg:
What remains of the migrant labour system?*

On the basis of a fieldwork research carried out between 2005 and 2007 in Maputo and Johannesburg, this article aims at pointing out various aspects of the new Mozambican migrations to South Africa. We will emphasize the historicity of these transformations, asking what remains of the traditional migrant labour system. First, we will see the way in which the persistence of a migration imaginary and xenophobia experienced in Johannesburg pushes the Mozambican migrants into returning to Mozambique, as soon as they get enough money to build a house, *i.e.* a fundamental asset to achieve family life and manhood. Second, we will show the kind of individual arising out of the vanishing figure of the miner.

* La recherche dont ce texte est issu a bénéficié du soutien de l'Institut français d'Afrique du Sud (IFAS).

De la fin du dix-neuvième siècle jusqu'à la première moitié des années 1980, les migrations du sud du Mozambique vers l'Afrique du Sud ont principalement concerné des hommes travaillant pour le secteur minier dans le cadre de ce qui a reçu le nom, en Afrique australe, de « système du travail migrant » (*migrant labour system*). Ledit système organise la migration temporaire pour des périodes de douze à dix-huit mois de travailleurs des zones rurales sud-africaines et de pays avoisinants¹. Les mineurs ainsi recrutés ne perçoivent qu'une partie de leur salaire en Afrique du Sud et touchent le solde seulement de retour dans leur région d'origine, où ils se réinstallent avant d'être éventuellement appelés pour un nouveau contrat. Cette organisation du travail migrant entend empêcher la stabilisation d'un groupe ouvrier susceptible de se mobiliser et limiter l'accroissement de la présence noire en milieu urbain, que la population d'origine européenne perçoit comme une menace. À partir de 1948, l'instauration de l'apartheid, projet largement destiné à interdire l'urbanisation des Africains dans une période où le développement industriel entraîne des migrations massives des campagnes, accentue le recours aux travailleurs migrants d'autres pays d'Afrique australe².

Les changements intervenus dans la région au cours des vingt-cinq dernières années ont modifié en profondeur le profil des migrants mozambicains en Afrique du Sud. Moins de soixante mille d'entre eux travaillent aujourd'hui dans le secteur minier, dont la modernisation a entraîné une diminution des effectifs et où l'embauche de mineurs sud-africains est privilégiée depuis la fin de l'apartheid en 1994. La disparition de ce système de ségrégation raciale s'est par ailleurs accompagnée de la suppression des limites auparavant imposées au séjour des Africains en ville, lesquels peuvent maintenant se rendre et s'établir dans les anciens quartiers « blancs ». Ces transformations et l'attractivité économique de la République sud-africaine ont entraîné un afflux massif de migrants du reste du continent, et l'essentiel de ceux originaires du Mozambique – parmi lesquels une proportion croissante bien que toujours minoritaire de femmes – gagnent désormais leur vie dans l'économie informelle³.

Cet article se propose de souligner plusieurs aspects de ces nouvelles migrations mozambicaines en Afrique du Sud, à partir d'une enquête réalisée à Johannesburg et à Maputo entre 2005 et 2007⁴. On s'emploiera à resituer certaines de leurs

¹ P. HARRIES, *Work, Culture, and Identity. Migrant Laborers in Mozambique and South Africa, c. 1860-1910*, Johannesburg, Witwatersrand University Press, 1994 ; J. CRUSH, A. JEEVES & D. YUDELMAN, *South Africa's Labor Empire. A History of Black Migrancy to the Gold Mines*, Le Cap, David Philip, 1991 ; T. MALOKA, « Mines and Labour Migrants in Southern Africa », *Journal of Historical Sociology* (Lancaster), X (2), 1997 : 213-224.

² Sur la mise en place de l'apartheid, voir l'ouvrage de référence de D. POSEL, *The Making of Apartheid, 1948-1961. Conflict and Compromise*, Oxford, Clarendon Press, 1991.

³ On ne dispose à ce jour d'aucune donnée fiable sur le nombre de Mozambicains ou de Sud-Africains d'origine mozambicaine en Afrique du Sud. Les chiffres circulant à ce propos varient entre trois cent mille et plus de deux millions.

⁴ Cette enquête s'appuie sur des matériaux recueillis au cours de quatre missions d'une durée totale de sept mois. Ils consistent en des entretiens de migrants et anciens migrants de sexe masculin, l'observation de différents sites, ainsi que des données statistiques issues de l'*African Cities Project* de 2006, une étude longitudinale et comparative des réfugiés, des demandeurs d'asile, des migrants et des non nationaux dans les quartiers centraux (*inner cities*) de Johannesburg,

transformations dans leur historicité, en se demandant ce qui reste du système du travail migrant dans ces flux. Ceux-ci ne possèdent en effet guère d'intelligibilité sans référence au temps long, et s'appliquent tout particulièrement à leur propos l'idée de Nancy Green selon laquelle il convient de « garder le lien épistémologique entre l'étranger (comme catégorie politique) et l'immigré (comme catégorie économique), entre le culturel et le social, et, enfin, entre le diachronique et le synchronique »⁵. On verra ainsi, dans une première partie, comment la prégnance de l'imaginaire migratoire né du système du travail migrant et la xénophobie dont ils font l'épreuve à Johannesburg expliquent que les Mozambicains aspirent toujours massivement à revenir au pays, une fois forts d'un capital permettant d'acquérir une habitation, ressource essentielle à l'accomplissement du projet familial qui fonde le statut d'un homme adulte. On s'intéressera alors, dans une seconde partie, au type d'individu qui émerge sur fond de l'évanouissement de la figure du mineur.

Des flux migratoires nouveaux dans un cadre ancien

Les représentations et les pratiques des migrants mozambicains à Johannesburg ne peuvent être comprises que par rapport au cadre ancien des migrations du Mozambique colonial vers le territoire de l'actuelle République sud-africaine. Les pages qui suivent se donnent en conséquence pour objet de fournir les éléments de contexte indispensables à l'appréciation de la situation présente.

Un imaginaire de la migration né du système du travail migrant

Les premiers migrants du Mozambique arrivent à la fin des années 1850 par le port de Durban dans la colonie britannique du Natal, où ils travaillent principalement sur les plantations sucrières, dont les exploitants ne peuvent compter sur la main-d'œuvre des Zoulous qui combattent la présence des Blancs dans leur région⁶. La découverte des gisements diamantifères de Kimberley en 1867 et, plus encore, des filons d'or de Johannesburg en 1886, provoque l'intensification de ces migrations de travail. Depuis les débuts de leur exploitation, le Mozambique a fourni un nombre considérable d'hommes aux mines sud-africaines⁷. Lisbonne a vite compris que cette migration peut lui apporter des revenus significatifs sans

Lubumbashi (République démocratique du Congo), Maputo (Mozambique) et Nairobi (Kenya). Sur cette enquête et sa mise en œuvre à Johannesburg, voir le texte de D. VIGNESWARAN, « Lost in space : residential sampling and Johannesburg's forced migrants », disponible sur le site du *Forced Migration Studies Programme* de l'université du Witwatersrand <<http://migration.org.za>>.

⁵ N.L. GREEN, *Repenser les migrations*, Paris, PUF, 2002 : 87.

⁶ P. HARRIES, *Work, Culture, and Identity...*, *op. cit.*

⁷ En 1898, 55 720 mineurs originaires du Mozambique travaillent dans les mines du Witwatersrand, soit 75 % de la force de travail du moment. Ce pourcentage décline ensuite, mais les mineurs mozambicains représente toujours une proportion importante des mineurs en Afrique du Sud : 45 % en 1920, 39 % en 1930, 25 % en 1960 et à nouveau 25 % (57 034 sur 230 687) en 2000, après la diminution considérable de leur nombre après l'indépendance du Mozambique et la guerre civile qui la suit (entre 10 % et 15 % du total entre la fin des années 1970 et 1992). Voir G. KANYENZE, « African migrant labour situation in South Africa »,

supporter le coût du développement d'infrastructures dans sa colonie. En contrepartie de sa coopération à l'encadrement de ce flux, le Portugal se voit garantir un transit important par le port de Lourenço Marques (devenu Maputo après l'indépendance) et l'acquisition d'or à un prix inférieur à celui du marché international. La dépendance de l'économie mozambicaine qui s'instaure alors n'a jamais cessé depuis, même au plus fort des tensions entre Pretoria et Maputo quand les dirigeants du Frelimo revendiquent leur appartenance au camp socialiste⁸. Les provinces du sud du Mozambique ont ainsi dans leurs travailleurs migrants, aujourd'hui comme hier, leur principale ressource d'exportation et importent de leur voisin, outre l'essentiel des produits industriels, des biens de consommation courante.

Le système du travail migrant a rapidement produit un puissant imaginaire de la migration dans ces régions où, entre 1902 et 1977, il concerne entre 25 % et 30 % des hommes en âge de partir vers les mines, selon la grande enquête du Centro de Estudos Africanos⁹. L'importance de ce flux migratoire en modifie structurellement les formes de l'organisation sociale. Il est, en premier lieu, peu de familles du sud du fleuve Save qui n'ont compté sur les revenus de mineurs¹⁰. L'absence et l'argent de ces derniers entraînent, en second lieu, un faible développement de l'agriculture qui se limite essentiellement à l'autosuffisance des familles. Les chefs et les aînés voient, en troisième lieu, leur autorité minée par le statut social des mineurs, tant la capacité d'acquérir du bétail et la possession de biens venus d'Afrique du Sud devient une marque de prestige jusqu'au plus profond des zones rurales¹¹. S'impose de ce fait dès les débuts de ces migrations l'idée que partir pour les mines et connaître Johannesburg constitue pour les hommes une étape indispensable au plein accès à un statut adulte¹².

Cet imaginaire de la migration sous-tend toujours le projet migratoire des migrants du Mozambique, même si la grande majorité ne travaille plus désormais dans les mines, mais dans l'économie informelle des villes sud-africaines. Le mot *Djhoni*, passé de longue date dans le vocabulaire courant des populations du sud du Mozambique, désigne d'ailleurs indifféremment l'Afrique du Sud et la ville de Johannesburg. Quand on leur demande ainsi aujourd'hui ce qui les a conduits à franchir la frontière, ils répondent dans leur quasi-totalité sur le mode de l'évidence qu'ils n'ont fait que suivre le chemin qu'avaient pris avant eux les hommes plus

communication présentée à Nairobi lors d'un congrès sur le travail migrant en 1984 (<www.gum.info/topic/migrant/ledriz04.pdf>).

⁸ M. CAHEN, *Mozambique. La révolution imposée : études sur douze ans d'indépendance (1975-1987)*, Paris, L'Harmattan, 1987.

⁹ CENTRO DE ESTUDOS AFRICANOS, *O mineiro moçambicano: um estudo sobre a exportação de mão de obra em Inhambane*, Maputo, Universidade Eduardo Mondlane, 1998 [1977].

¹⁰ Avec un taux de masculinité inférieur à 80 hommes pour 100 femmes, accentué en particulier dans la tranche entre 15 et 55 ans, cette région du Mozambique possède aujourd'hui une caractéristique démographique qui la différencie nettement du reste de la population. Voir M. CAHEN, P. WANIEZ & V. BRUSTLEIN, « Pour un atlas social et culturel du Mozambique », *Lusotopie*, n° 1, 2002 : 365-362.

¹¹ P. HARRIES, *Work, Culture, and Identity...*, *op. cit.*

¹² *Ibid.*; CENTRO DE ESTUDOS AFRICANOS, *O mineiro moçambicano...*, *op.cit.* : 112 ; Voir P. ALEXANDER, « Oscillating migrants, "Detribalized families" and militancy: Mozambicans on Witbank Collicies, 1918-1927 », *Journal of Southern African History*, XXVII (3), 2001, 505-525, 511.

âgés de leur connaissance. (« Le Mozambicain travaille en Afrique du Sud » ; « Mon père et mes oncles ont travaillé dans les mines ; je voulais moi aussi m'aventurer, connaître Johannesburg »). Et, comme ces derniers, ils comptent sur l'argent gagné dans la migration pour acquérir de quoi se trouver en position favorable sur le marché matrimonial, en acquérant notamment une habitation où vivre selon le modèle du chef de famille maître chez lui¹³.

Les migrations mozambicaines dans le Johannesburg post-apartheid

Depuis les années 1980, l'essentiel des migrations du Mozambique vers l'Afrique du Sud n'a plus lieu dans le cadre du système du travail migrant. La plupart des Mozambicains ont en effet depuis franchi la frontière dans de tout autres conditions. Autour de trois cent cinquante mille, selon les estimations, l'ont fait pour fuir les exactions de la guerre civile et se sont principalement réfugiés dans le nord-est du pays¹⁴. Les autres ont quitté le Mozambique dans l'espoir de trouver un emploi dans les villes sud-africaines, quand la ségrégation imposée par l'apartheid s'est progressivement estompée jusqu'à disparaître, plusieurs années avant l'élection de Mandela en 1994. Si leur nombre n'a jamais pu être établi de façon précise, on sait en revanche que, à Johannesburg, la majorité vient des principales villes du sud du Mozambique, et notamment de l'agglomération de Maputo. Selon l'*African Cities Project* de 2006, plus de 83,1 % ont du reste longuement vécu en milieu urbain avant de migrer, et 95 % parlent portugais, un taux plus de trois fois supérieur à celui enregistré pour l'ensemble du Mozambique. Contrairement à ce que ces chiffres pourraient suggérer de prime abord, ils ne viennent pas, pour l'essentiel, de couches sociales plus favorisées que la moyenne dans cette région du pays, mais des périphéries des villes du sud du Mozambique. Le fait qu'ils maîtrisent la langue nationale du pays dans leur quasi-totalité et considérablement plus que la moyenne de la population mozambicaine tient d'ailleurs à l'ancienneté de leur présence en ville et à ce que, relativement jeunes pour la plupart (85 % de ceux interrogés à Johannesburg dans le cadre de l'*African Cities Project* ont entre 18 et 40 ans), ils ont été exposés de longue date au portugais, que ce soit par l'intermédiaire de l'école ou des médias de masse. Le nombre de femmes parmi ces migrants n'a par ailleurs cessé de croître, même si elles restent encore minoritaires au sein de ce courant. C'est là aussi une différence majeure avec l'époque où le travail migrant en Afrique du Sud ne concernait que des hommes. Bien que son imaginaire reste prégnant parmi les Mozambicains de Johannesburg, le

¹³ Dans les premiers temps des mines, une petite minorité des mineurs du Mozambique – sur laquelle il n'existe aucune donnée statistique – a toutefois, plutôt que de rentrer, préféré rester pour se fondre parmi les populations noires sud-africaines résidant à proximité, en obtenant même parfois d'être rejoints par leurs familles. P. ALEXANDER, « Oscillating migrants... », *op. cit.* Selon notre enquête, ce type de comportements aurait ensuite continué, dans des proportions non spécifiables, et se serait même intensifié pendant la guerre civile mozambicaine (1977-1992) où beaucoup de mineurs n'entendaient pas revenir dans un pays ravagé par le conflit et la misère.

¹⁴ On estime, de manière générale, que, au total, jusqu'à quatre millions de personnes – soit un tiers de la population mozambicaine – ont pu à cette époque franchir les frontières nationales pour se réfugier en Tanzanie, au Malawi, en Zambie, au Zimbabwe, au Swaziland et en Afrique du Sud.

temps des mines s'éloigne chaque jour davantage, seuls quasiment certains des plus âgés d'entre eux y ayant un jour été employés. Ils travaillent aujourd'hui essentiellement dans l'économie informelle, en particulier dans ces activités peu qualifiées et mal rémunérées que sont le commerce de rue, la restauration, la coiffure, la carrosserie et le bâtiment. L'*African Cities Project* a en outre établi leur très fort taux d'activité. En 2006, presque la totalité des hommes mozambicains travaillent à Johannesburg, dont plus de la moitié à temps complet, soit un taux considérablement supérieur à ceux des Noirs sud-africains, des Congolais et des Somaliens, bien moins occupés à plein-temps et avec entre 40 % et 20 % d'entre eux sans emploi.

L'historicité du comportement des migrants du sud du Mozambique en Afrique du Sud mérite ici d'être soulignée, tant les fondements de leur projet migratoire n'ont pas changé au cours des deux dernières décennies. Alors que le secteur minier sur lequel reposait le système du travail migrant n'en occupe plus qu'une part très réduite, ils partagent toujours son imaginaire¹⁵. Très peu de ceux que j'ai rencontrés envisagent une installation définitive en Afrique du Sud, pays où ils prétendent n'être que pour faire vivre leurs familles et épargner suffisamment afin d'ouvrir une petite affaire à leur retour. Partir pour Johannesburg peut à ce titre encore être considéré comme un rite de passage, en dépit de l'incertitude qui entoure aujourd'hui la durée et le résultat de la migration¹⁶. Car beaucoup ne réalisent pas l'objectif initial et se trouvent réduits à osciller entre les deux pays ou, pour ceux qui n'ont plus de rapports avec leur parenté, à se résigner à vivre tant bien que mal dans la société d'accueil. L'idée du retour au pays permet aussi, comme cela a été fréquemment relevé dans les études sur les migrations, de tenir un discours sur soi qui contient la possibilité d'un jour meilleur que rien ne laisse autrement entrevoir. Certains, parmi ceux dotés d'un titre de séjour et d'une situation enviable, finissent d'ailleurs par lâcher, après avoir dit dans un premier temps leur volonté de revenir dans leur terre natale, que leur vie est désormais à Johannesburg, où leurs enfants ont grandi et qui leur offre des conditions de vie supérieures à celles qu'ils auraient au Mozambique.

La fascination qu'exerce la métropole sud-africaine chez ces migrants ne dure qu'un temps. Après avoir été émerveillés par ce monde nouveau, ils éprouvent vite l'absence de leurs proches, à l'occasion notamment des moments de la vie familiale où ils ne peuvent honorer les ancêtres et soutenir ceux des leurs qui traversent une épreuve. La dureté des rapports sociaux à Johannesburg compte

¹⁵ La majorité des mineurs mozambicains ont, en 1995, refusé les titres de séjour permanent que le nouveau gouvernement de la République sud-africaine proposait à ceux d'entre eux qui pouvaient justifier de dix ans d'ancienneté dans les mines. Ce comportement qui surprit beaucoup a été expliqué en partie par une relative méconnaissance des avantages associés à cette possibilité, mais aussi par l'attachement à l'épargne forcée qu'impose le système du travail migrant et l'absence d'envie de se fixer dans un pays où les Mozambicains rencontrent des pratiques discriminatoires. Voir à ce sujet, F. de VLEETTER, « Sons of Mozambique : Mozambican miners and post-apartheid South Africa », *Southern African Migration Project*, 1998.

¹⁶ Pour une analyse en ce sens, voir M.L. MADSEN, *A Walk Through Thick Bushes. An Ethnographic Account Of Undocumented Migrants in Johannesburg*, Master's thesis, Institute of Anthropology, University of Copenhagen, 2004.

aussi pour beaucoup dans ce changement d'appréciation qui les conduit à souhaiter revenir au Mozambique dès que possible. Les nouveaux venus dans la ville sont, d'une part, l'objet d'agressions fréquentes, et, à ce titre, les Mozambicains comme les migrants ruraux sud-africains, constituent des proies d'autant plus faciles que, au moins pendant le temps plus ou moins long d'adaptation à ce nouveau mode de vie, leur méconnaissance des codes urbains les rend facilement repérables. La xénophobie que subissent les étrangers africains leur révèle constamment, d'autre part, l'inhospitalité qui prévaut localement¹⁷. Il est ainsi peu de Mozambicains qui n'aient été un jour pris à partie, volés ou rackettés pour être un *Makwerekwere*, le mot générique profondément péjoratif par lequel les Noirs sud-africains désignent les autres Africains¹⁸.

Sauf à avoir acquis un titre de séjour permanent, ils pâtissent également de la politique migratoire restrictive des autorités sud-africaines¹⁹. Celle-ci procède de la redéfinition des critères du national et de l'étranger avec l'avènement d'un régime démocratique en Afrique du Sud. Alors que seuls les Blancs possédaient jusque-là une citoyenneté pleine du temps de l'apartheid, tous les Sud-Africains sont proclamés égaux en droit dans une démocratie qui se dit non raciale²⁰. Il en résulte deux conséquences majeures : la « race », d'une part, ne structure plus désormais ce qui sépare le citoyen du non-citoyen et ne définit plus, donc, tous les Africains comme des étrangers ; d'autre part, et par voie de conséquence, cette nouvelle conception du national érige maintenant une limite juridique entre les Africains de nationalité sud-africaine et ceux originaires d'autres pays du continent. La référence à la nationalité et aux droits qu'elle confère acquiert en effet dans ce contexte une légitimité nouvelle chez ceux qui, marginalisés par l'apartheid, s'estiment lésés par ces migrants. Rares sont de ce fait les migrants du Mozambique qui se sentent véritablement en sûreté en Afrique du Sud. Beaucoup vivent ainsi dans la crainte de l'expulsion, soit parce qu'ils ne sont pas ou plus en règle, soit parce qu'ils savent très bien que des policiers mal intentionnés peuvent à tout moment les déposséder de leurs documents d'identité. Plus de 1 150 000 Mozambicains ont ainsi été reconduits dans la décennie qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Nelson Mandela en 1994.

¹⁷ Voir entre autres à ce propos A. BOUILLON (ed.), *Immigration africaine en Afrique du Sud. Les migrants francophones dans les années 90*, Paris, IFAS-Karthala, 1999, et A. WA KABWE-SEGATTI, « Du rapatriement volontaire au refoulement dissimulé. Les réfugiés mozambicains en Afrique du Sud », *Politique africaine*, 85, mars 2002 : 75-92, et *La place de l'étranger dans la « nouvelle » Afrique du Sud : la réforme d'une politique de l'immigration (1986-2002)*, thèse de doctorat, Université de la Réunion-IEP de Bordeaux, 2003.

¹⁸ Les émeutes xénophobes qui, en mai 2008, ont fait plusieurs dizaines de victimes à Johannesburg et entraîné le départ, définitif ou momentané, de milliers de Mozambicains ont à ce propos rappelé à quel point les Africains étrangers de la ville doivent sans cesse composer avec une menace latente.

¹⁹ A. WA KABWE-SEGATTI, « Du rapatriement volontaire... », *op. cit.*

²⁰ Sur cette question de manière plus générale, voir I. CHIPKIN, *Do South Africans exist? Nationalism, Democracy and the Identity of « The People »*, Johannesburg, Wits University Press, 2007.

Faire des « affaires »

Maintenant que l'industrie minière n'offre plus les débouchés d'antan, « faire des affaires » est devenu l'idéal le mieux partagé chez les jeunes hommes des quartiers populaires de Maputo, que ceux-ci n'aient pas encore migré, qu'ils soient à Johannesburg ou qu'ils aient décidé de revenir vivre au Mozambique. Cette seconde partie se propose de souligner plusieurs dimensions liées à cette transformation depuis que le système du travail migrant ne canalise plus les migrations vers l'Afrique du Sud.

L'approvisionnement de Maputo

L'essor économique du Mozambique au cours de la dernière décennie n'a pas modifié la dépendance de Maputo à l'égard de l'Afrique du Sud. Les revenus des migrants font, d'une part, toujours vivre de nombreuses familles. Son approvisionnement repose largement, d'autre part, sur les biens importés du pays voisin, y compris pour des produits aussi ordinaires que l'huile de cuisine, les pommes de terre, les œufs de poule, les fruits et les légumes. Cette dépendance économique résulte à la fois des caractéristiques climatologiques et topologiques du sud du Mozambique, aux sols trop pauvres pour être intensément exploités, et du développement insuffisant de son agriculture et de son industrie pour subvenir aux besoins d'une région urbaine dont la population a plus que quintuplé depuis 1975. Et à cette pénurie s'ajoute le goût ancien et toujours renouvelé pour ce qui vient d'Afrique du Sud.

La population de Maputo doit de ce fait consacrer une énergie considérable pour accéder à des ressources dont dépend son ordinaire, le système bancaire et les circuits de distribution réguliers ne répondant qu'à une partie limitée de ses besoins. La grande masse des migrants n'envoie par exemple jamais d'argent par les rares banques qui assurent ce service²¹. Ils adressent plutôt de petites enveloppes à leur famille par des compatriotes de confiance (le plus souvent des parents et des voisins à Maputo) qui s'en retournent au Mozambique ou, sinon, s'adressent à des intermédiaires (les chauffeurs des bus reliant les deux pays notamment), lesquels s'en chargent au prix d'une commission de 10 % de la somme acheminée hors de tout enregistrement comptable. L'approvisionnement de Maputo repose aussi sur des arrivages irréguliers de cargaisons passées en contrebande par voie terrestre ou maritime. Un nombre substantiel d'individus tirent profit de ces activités de part et d'autre de la frontière : les personnels des douanes dont la complicité est nécessaire ; ceux qui financent et couvrent ces flux, parmi lesquels figurent de notoriété publique des membres éminents du personnel politique et de la haute administration du Mozambique ; les employés et responsables des lignes ferroviaires dont les trains véhiculent des wagons chargés en toute illégalité ; ainsi, enfin, que l'armada de ceux que l'on nomme les « transporteurs » (*transportadores*), propriétaires de petits camions qui véhiculent des cargaisons depuis Johannesburg, Durban et Nelspruit principalement.

²¹ Western Union, qui a pourtant des bureaux en République sud-africaine et au Mozambique, n'effectue aucune opération entre les deux pays, en raison des contraintes imposées à ses activités par la législation sud-africaine et des montants moyens trop peu élevés des remises des Mozambicains.

Pourtant, aussi importantes soient-elles dans l'économie de Maputo, ce ne sont pas ces formes de contrebande qui nous intéressent ici. Nous manquons non seulement de données d'enquête suffisantes à leur sujet, mais il nous a aussi semblé préférable de placer l'accent sur les dimensions les plus ordinaires de l'acheminement et de la commercialisation de biens venus d'Afrique du Sud. Car s'il est possible de distinguer des fournisseurs et des commerçants dans la métropole mozambicaine, une grande partie de sa population gagne aussi de petites sommes de la revente de produits ramenés par les migrants et ensuite écoulés sur de petits marchés et dans les épicerie des quartiers populaires. Tout un chacun peut à ce titre se retrouver momentanément en position de vendeur et participer, de la sorte, à la diffusion de biens de toutes sortes. Il suffit pour s'en faire une idée de prendre un des bus ordinaires qui relient plusieurs fois par jour Johannesburg à Maputo. Les soutes du véhicule regorgent des produits les plus divers : des sacs de pomme de terre (moins chères et de meilleure qualité que celles produites au Mozambique), de grosses bouteilles d'huile de cuisine, des dessus-de-lit, des lots de vêtements, des cosmétiques, des couches pour enfants, des paquets de lessive, des ustensiles de cuisine, ainsi que quelques chaînes hi-fi, postes de télévision et lecteurs de DVD. L'intérieur du bus n'est pas moins encombré. On entasse dans les espaces de stockage et sur les genoux des passagers tout ce qui n'a pas trouvé place en soute ou a été jugé trop fragile pour y voyager, en particulier les plateaux de quatre-vingt-seize œufs de poule que des femmes empilent en fragile équilibre et tiennent précautionneusement avec leurs bras. Le passage de la frontière au poste de Ressano Garcia révèle l'importance du flux de biens ainsi acheminés au Mozambique. Des minibus venus de la métropole sud-africaine, mais aussi de Nelspruit et de la ville frontalière de Komatipoort, descendent des dizaines de personnes chargées de lourds sacs en plastic contenant également des fruits, des légumes et des cacahuètes d'Afrique du Sud. Il leur faut alors, plus ou moins discrètement, soudoyer les douaniers pour que ceux-ci ne les saisissent pas en se prévalant de la réglementation affichée aux murs.

L'approvisionnement de Maputo découle donc aussi de ce que, en Méditerranée, on appelle le « tourisme à la valise » pour désigner le commerce de biens apportés en petite quantité de pays avoisinants. Les marchés et les épicerie de la ville en dépendent directement. Les biens de consommation courante ainsi acheminés sont en effet ensuite revendus en petite quantité ou à l'unité. Les plateaux d'œufs, ainsi que les sacs de dix kilos de pommes de terre et de cacahuètes, deviennent de petits lots une fois aux mains de ceux qui en font le commerce, qu'ils soient des épiciers, des vendeurs de rue ou de marché, ou de simples habitants qui diffusent auprès du voisinage les marchandises qu'un parent a amenées. La lessive en poudre et l'huile de cuisine s'achètent de même par gobelet ou par fiole. Les vêtements ont de leur côté pour principaux destinataires des parents et des voisins, et, quand ce n'est pas le cas, on les retrouve sur des étals devant les habitations de ceux qui cherchent à les vendre. Les postes de télévision, les chaînes hi-fi et les lecteurs de DVD font, eux, généralement l'objet de commandes et ont déjà preneurs quand ils arrivent à Maputo, à moins que, au moment de la livraison, l'acheteur n'ait plus en sa possession la somme suffisante pour régler la totalité ou le solde de son achat.

La place occupée par ces activités dans le quotidien des habitants de Maputo rappelle que le commerce est aujourd'hui une source de revenus majeure en

Afrique, même si les marchés y fonctionnent souvent de façon différente qu'avant les changements économiques globaux des années 1990²². Leur ethnographie permet justement de les décrire au plus près pour apprécier ce qu'elle révèle du monde social dans lequel elles s'insèrent. Il nous semble à ce propos nécessaire de souligner notamment, à partir de données recueillies par observation, l'émiettement et l'irrégularité qui caractérisent l'approvisionnement de nombreux points de vente, ainsi que le caractère prosaïque des relations entre les acteurs de ces marchés. Les épiceries des quartiers populaires, les étals des marchés de la ville et les petits magasins de ses artères commerçantes dépendent effectivement pour beaucoup de vendeurs venus d'Afrique du Sud avec des produits transportés dans de gros cabas. Selon leurs besoins, et contre reçu, leurs propriétaires ou gérants prennent en dépôt de quoi compléter ou reconstituer leurs stocks, à charge pour le vendeur de revenir se faire payer quelque temps plus tard ou de récupérer tout ou partie de l'invendu.

Les commerces de Maputo sont ainsi constamment visités par de petits marchands qui cherchent à écouler les produits les plus divers et à encaisser ce qui leur est dû. C'est là un travail épuisant pour ces derniers, obligés de parcourir des kilomètres les bras chargés et sous une chaleur moite sans pour autant être assurés de faire affaire. Bien qu'elles semblent s'en rapprocher de prime abord, ces activités commerciales diffèrent des navettes et de l'économie de bazar que Michel Peraldi décrit en Méditerranée pour évoquer l'apparition d'entrepreneurs transnationaux réactivant ou dynamisant le capitalisme marchand dans la région²³. Le tarissement des flux entre le Mozambique et les mines sud-africaines dans le cadre du système du travail migrant s'apparente certes à maints égards à ce qu'il nomme la « fin des norias » à propos des circulations migratoires entre zones peu développées et espaces industrialisés du temps de l'ère fordiste. Mais la majorité des commerçants transfrontaliers qui approvisionnent aujourd'hui Maputo n'ont que peu à voir avec l'entrepreneur dont Peraldi fait ressortir la figure nouvelle parmi les transmigrants du bassin méditerranéen. Faute de capitaux, de savoir-faire et d'appuis dans l'administration, ils ne parviennent jamais pour l'essentiel à développer leurs activités et restent ces petits marchands à la valise qui vivent de menus bénéfices et se retrouvent régulièrement sans le sou suite à un impayé ou quand leur stock est saisi ou volé. Les interactions entre ces commerçants et ceux qu'ils fournissent n'ont que peu à voir au demeurant avec une « économie de bazar », pour reprendre une autre expression de Peraldi formulée en référence au travail de Clifford Geertz sur le souk. Car les négociations sur les prix et les conditions de dépôt, faiblement ritualisées à Maputo, se déroulent sans longs marchandages, en quelques mots et après quelques chiffres, selon tout simplement ce que chaque partie est prête à consentir. C'est aussi pourquoi, généralement, les visites des marchands ne durent que quelques minutes et ne donnent lieu à aucun cérémoniel.

²² Voir sur ce sujet, J.I. GUYER & K.T. HANSEN, « Introduction : Markets in Africa in a new era », *Africa*, LXXI (2), 2001 : 197-201.

²³ M. PERALDI (ed.), *La fin des norias ? Réseaux migrants dans les économies marchandes en Méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose/Aix-en-Provence, Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, 2002.

D'un type d'individu

L'idéal de l'homme qui gagne sa vie en faisant des affaires a aujourd'hui remplacé à Maputo le modèle du mineur, dont la figure reste cependant toujours présente en filigrane dans la prégnance de l'imaginaire né du système du travail migrant. Le type d'individu qui apparaît de l'ensemble de transformations qu'a connu la région au cours des dernières décennies possède une originalité résultant de plusieurs dynamiques.

Il est, en premier lieu, la poursuite du processus ancien de détraditionnalisation du sud du Mozambique qui a entraîné l'affirmation de petites unités domestiques aux dépens de l'ordre communautaire du village. Ceux qui constituent en ville des groupes de parenté de taille restreinte ne sont pas astreints à des solidarités communautaires fortes envers des ensembles plus larges, comme cela a été observé en Afrique de l'Ouest en dépit de la vigueur de la modernisation et de l'individualisation²⁴. Du reste, la plupart des migrants et anciens migrants du Mozambique à Johannesburg sont, on l'a vu, déjà des urbains quand ils prennent le chemin de l'Afrique du Sud, et la référence à un modèle d'organisation sociale de la communauté villageoise n'a pas cours chez eux.

Les formes d'individualisme qui existent aujourd'hui à Maputo ne peuvent, en deuxième lieu, être comprises sans que soit évoqué le climat de méfiance né de l'encadrement politique de sa population. Celui-ci n'a certes plus rien à voir avec ce qui existait du temps de la guerre civile où un mot de trop ou une dénonciation aux autorités pouvait conduire en camp de rééducation. On se méfie toujours toutefois des petits notables de quartiers dans les périphéries de la ville. Ayant toujours subi l'autorité du pouvoir politique à l'époque coloniale comme depuis l'indépendance, et devant avant tout se préoccuper d'assurer le lendemain de leurs proches, il n'est au fond pas surprenant que ces Mozambicains ne manifestent aucune propension à la contestation. Ils n'attendent même pas grand-chose de leurs gouvernants, comme en témoigne l'extrême rareté des critiques à son propos. L'essentiel pour ces hommes est de pouvoir vivre en père de famille, maître en sa maison et remplissant son rôle de pourvoyeur vis-à-vis des siens. La solution à cet objectif difficile à réaliser se trouve, selon eux, d'abord en Afrique du Sud, dont leurs ascendants depuis plusieurs générations ont un jour pris le chemin, et certainement pas dans l'action politique, dont aucun de ceux que j'ai connus n'a jamais émis l'idée qu'elle puisse entraîner une amélioration des conditions d'existence.

La figure de l'individu sur laquelle repose et que solidifie l'idéalisation du travail à son compte procède, en troisième lieu, des stratégies individuelles que les migrants du Mozambique mettent en œuvre à Johannesburg. À la différence notable des autres migrants africains et des migrants ruraux sud-africains, leur processus d'adaptation à la métropole sud-africaine ne passe pas en effet par l'organisation communautaire et l'affirmation d'une identité culturelle, mais par la recherche de l'invisibilité et des ententes circonstanciées sur les lieux où ils travaillent et où ils résident. L'expérience de la migration confirme et renforce alors leur conviction que les réponses appropriées à l'adversité résident avant tout dans

²⁴ Voir à ce propos A. MARIE (ed.), *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine* (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey), Paris, Karthala, 1997.

la capacité d'un individu à savoir maîtriser son environnement pour en tirer le meilleur parti.

Pour fragile que soit sa situation, l'individu qui se reconnaît dans l'idéal de celui qui gagne sa vie de ses affaires valorise enfin sa position, en portant un regard optimiste sur ce que lui semble être son avenir. L'essor économique de Maputo après l'expérience du dénuement et de la guerre contribue effectivement à ce que ces Mozambicains se réfèrent aux temps passés et futurs de façon fort différente à ce qui a été observé à propos d'autres populations touchées par des changements sociopolitiques en Afrique de l'Ouest²⁵ et dans le Copperbelt zambien²⁶. Aussi dures soient les épreuves du migrant et la pauvreté à Maputo, ils considèrent quasi unanimement que leurs conditions de vie se sont considérablement améliorées et ils imaginent mal la possibilité d'un retour en arrière. Un tel optimisme a assurément de quoi surprendre, mais il peut sans doute en être difficilement autrement dans un pays sorti il y a peu de l'abîme.

* * *

Dans un article particulièrement stimulant écrit il y a un peu plus de trente ans, Michael Burawoy soulignait que la spécificité du travail migrant en Afrique australe résidait dans la séparation stricte des processus de reproduction de la force de travail dans la société de départ et de son entretien dans la société d'accueil²⁷. Il concluait son texte en soulignant l'affaiblissement du système du travail migrant dans la région, en raison de l'indépendance du Mozambique et de l'accroissement de son coût pour le capitalisme. Il défendait la nécessité d'aller « au-delà du travail migrant » pour comprendre le fonctionnement du capitalisme sud-africain appelé à devoir renoncer aux travailleurs migrants des autres pays d'Afrique australe, en comparant notamment la fonction de réserve de main-d'œuvre du ghetto aux États-Unis et du bantoustan en Afrique du Sud.

Trois décennies plus tard, on ne peut que constater l'ampleur des changements intervenus dans la région depuis l'époque agitée où Burawoy formulait son analyse. Il est pour autant difficile d'oublier le rôle structurant que le système du travail migrant joue toujours dans les relations entre le sud du Mozambique et la République sud-africaine. L'imaginaire auquel il a donné lieu continue, d'une part, à susciter les migrations vers Johannesburg, ville où quantité de jeunes hommes de Maputo se rendent toujours, comme leurs aînés, dans la perspective de conquérir ce qui les fera accéder au statut d'adulte au Mozambique. Et si les relations économiques entre les deux pays ne sont plus aujourd'hui structurées par l'industrie minière, il est permis de se demander si ne se met pas en place ce que l'on pourrait appeler un « nouveau système du travail migrant » entre ces deux régions étroitement imbriquées.

²⁵ F. LEIMDORFER & A. MARIE (eds), *L'Afrique des citadins. Sociétés civiles en chantier (Abidjan, Dakar)*, Paris, Karthala, 2003.

²⁶ J. FERGUSON, *Expectations of Modernity. Myths and Meanings of Urban Life on the Zambian Copperbelt*, Berkeley, University of California Press, 1999.

²⁷ M. BURAWOY, « The functions and reproduction of migrant labor : Comparative material from Southern Africa and the United States », *American Journal of Sociology*, LXXI (5), 1976 : 1050-1087.

Ce « nouveau système du travail migrant » correspond aux transformations politiques et économiques qu'ont connues le Mozambique et l'Afrique du Sud. Les deux pays possèdent désormais des institutions démocratiques et se voient inciter à coopérer au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). L'économie sud-africaine, aujourd'hui globalisée, notamment dans une métropole comme Johannesburg qui revendique le statut de *world city*, a de son côté pris une orientation post-fordiste. La place du secteur minier ayant considérablement décliné dans le capitalisme sud-africain, celui-ci dépend maintenant de plus en plus de l'économie informelle et du commerce transfrontalier, soit d'activités auxquelles participent abondamment les migrants du Mozambique.

Aussi, aujourd'hui comme depuis la mise en place du système du travail migrant à la fin du dix-neuvième siècle, les gouvernements des deux pays tirent profit du travail et de l'argent des travailleurs migrants. L'accord de 2005 qui facilite l'obtention de visas d'une durée maximale d'un mois a ainsi rendu plus aisés les mobilités entre les deux pays et consolidé un espace transnational vieux de plus d'un siècle. Si les migrants mozambicains, après avoir traversé des temps de misère et de désolation, s'en réjouissent, convaincus de ne pouvoir aller que vers des jours meilleurs, force est également de constater le déséquilibre structurel qui persiste entre les deux économies.

Novembre 2008

Dominique VIDAL

Université Paris Diderot – Unité de recherches “Migrations et société” (URMIS)
dominique.vidal@univ-paris-diderot.fr